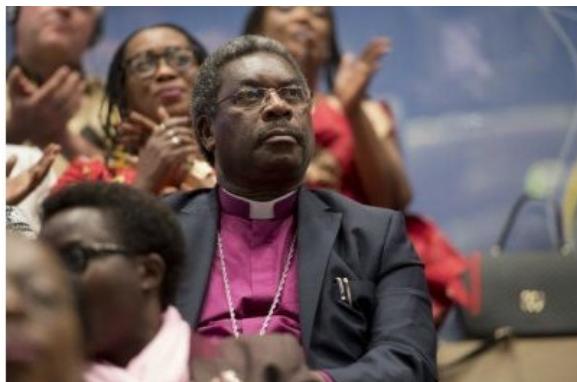


Les Evêques anglicans rwandais ayant ouvertement soutenu un régime génocidaire [Traduction maladroite]

Tom Ndahiro

Igihe, 27 janvier 2026

Veuillez prendre garde lorsque le silence cesse d'être silence pour devenir parole. Soyez également prudents lorsque la neutralité n'est plus prudence mais alignement - et lorsque « l'explication » devient un plaidoyer pour le meurtre de masse.



Le comportement des évêques anglicans Augustin Nshamihigo et Jonathan Ruhumuliza lors du génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994 se situe sans aucun doute dans cet abîme moral. Ce qu'ils ont fait n'était pas seulement un déni. C'était une participation

par légitimation. C'était l'autorité pastorale mise au service d'un État génocidaire.

Le 5 juin 1994, alors que le Rwanda saignait et que les églises débordaient de cadavres, le journal britannique 'The Observer' publiait le reportage saisissant de Mark Huband, intitulé à juste titre « Church of Holy Slaughter » (L'Église du Saint Massacre). Huband y décrit une conférence de presse à Nairobi tenue par les deux évêques anglicans rwandais - non pas pour dénoncer le génocide qui était alors commis contre les Tutsi, mais, selon leurs propres mots, « expliquer ce qui se passe ».

Le récit de Huband est accablant : « La voix de l'archevêque montait de plus en plus alors que son refus de condamner le génocide contre les Tutsi au Rwanda et désigner les responsables devenait de plus en plus scandaleux. »

Scandaleux est un mot mesuré. Ce qui s'est déroulé n'était pas une ignorance mais une intention. Pas une confusion mais une chorégraphie.

L'archevêque Augustin Nshamihigo et l'évêque Jonathan Ruhumuliza « sont arrivés

à Nairobi vendredi, non pas pour condamner, mais pour expliquer ce qui se passe. » Cette simple phrase devrait glacer la conscience. Lorsqu'un génocide est en cours, expliquer sans condamner équivaut à justifier.

Les évêques ont immédiatement désigné leur coupable - non pas les architectes du meurtre de masse, non pas le gouvernement intérimaire orchestrant l'extermination, non pas les milices vidant les églises à coups de machettes et de grenades - mais le Front patriotique rwandais.

L'évêque Ruhumuliza déclara : « Le FPR avait planifié à l'avance de tuer certains de leurs opposants. Ils possédaient des armes pour tuer ces personnes. Cela est devenu un grand obstacle au travail de pacification du gouvernement intérimaire, de l'Église et des autres amoureux de la paix. »

Cette seule phrase mérite l'infamie permanente. Un gouvernement orchestrant un génocide est requalifié en « amoureux de la paix ». Une Église complice par son silence est comptée parmi les artisans de la paix. Tandis que la force qui arrête ce génocide est accusée de provoquer « une crise humanitaire ».

Huband contrastait cette obscénité avec la réalité : « Partout au Rwanda, le travail du gouvernement "amoureux de la paix" peut être observé par ceux qui prennent la peine de le voir. À la mission catholique de Nyarubuye, dans l'extrême est du Rwanda, la semaine dernière, nous avons vu les têtes d'enfants décapités posées près de leurs corps... »

Lorsqu'on leur posa la question morale la plus élémentaire - s'ils condamnaient les meurtriers ayant rempli les églises rwandaises de cadavres - les évêques refusèrent. Ils « es-

quivèrent les questions, s'agacèrent », leurs voix montant à mesure que la vérité les acculait.

Huband tira la conclusion inévitable : « Même les membres les plus hauts placés de l'Église anglicane agissaient comme des messagers pour des maîtres politiques qui ont prêché le meurtre et rempli les rivières de sang. »

Il ne s'agissait pas d'une exagération rhétorique. C'était un diagnostic lucide. La déclaration de l'archevêque Nshamihigo cristallisa la théologie de l'effondrement moral : « Je ne veux pas condamner un groupe sans condamner l'autre... Notre souhait n'est pas de condamner, mais de montrer la situation qui se déroule dans le pays. »

Ce n'est pas un équilibre. C'est une fausse équivalence utilisée contre les victimes. Refuser de condamner le génocide contre les Tutsi tout en condamnant ceux qui l'arrêtent revient à prendre parti - explicitement et en pleine connaissance de cause.

Défendre les génocidaires

La conférence de presse de Nairobi n'est pas sortie de nulle part. Elle constituait la mise en scène publique d'une position déjà formalisée sur papier quelques semaines plus tôt par l'évêque Jonathan Ruhumuliza. Dans une lettre datée du 12 mai 1994, adressée à José Chipenda, Secrétaire général de la Conférence des Églises d'Afrique, Ruhumuliza proposait une défense écrite de l'ordre génocidaire, revêtue d'un langage religieux et d'une banalité bureaucratique.

La lettre, dont je possède une copie, mais contenant plusieurs erreurs linguistiques, commence par une litote frôlant le blasphème : « Notre pays fait face à de nombreux problèmes, comme vous le savez. » De nombreux problèmes. Comme si le génocide contre les Tutsi n'était qu'un simple désagrément logistique.

Vient ensuite l'invocation : « Selon ce qui est arrivé et ce qui continue d'arriver... Dieu est puissant. » Le génocide contre les Tutsi n'est ni nommé ni pleuré. Au lieu de cela, « Dieu est puissant » plane sur le meurtre de masse comme une bénédiction perverse. Le mot génocide n'apparaît nulle part dans la lettre. L'effacement est le premier acte du déni.

L'évêque Ruhumuliza place ensuite la responsabilité exactement là où le gouvernement génocidaire et ses soutiens exigeaient qu'elle soit placée : « La mort de notre Président nous a apporté une période difficile où beaucoup de gens ont perdu la vie. La rupture du cessez-le-feu par le Front patriotique rwandais a conduit le pays au désordre et la population a commencé à s'entretuer. »

Réfléchissez un instant. « A commencé à s'entretuer. » La symétrie délibérée dissout auteurs et victimes dans une brume morale. L'extermination organisée devient chaos spontané. La politique d'État devient un accident tribal.

Vient ensuite la louange - une admiration éhontée - pour le gouvernement génocidaire : « Après la mise en place d'un nouveau gouvernement, nous voyons que les choses changent en bien. Les ministres font de leur mieux pour ramener la paix dans le pays bien

qu'ils soient confrontés à de nombreux problèmes. »

Le génocide contre les Tutsi est requalifié en progrès. L'extermination devient « un bien ». Les ministres orchestrant le meurtre de masse sont présentés comme des artisans de la paix. Il ne s'agit pas de naïveté. C'est un soutien explicite.

L'évêque Jonathan Ruhumuliza rapporte même une normalité administrative : « Sur dix préfectures, six ont repris leurs travaux normaux. »

Travaux normaux. Pendant que des corps pourrissent dans les rivières et les églises. Kigali, note-t-il avec approbation, « est encore sous le contrôle du gouvernement. » Ici, le contrôle n'est pas gouvernance ; c'est la domination par la mort et la terreur.

L'évêque ne déplore qu'une seule chose : « ...les rebelles détruisent tout, tuent tous ceux qu'ils rencontrent tandis que le gouvernement tente d'apporter la paix dans le pays. »

Les victimes sont invisibles. Seuls les auteurs sont humanisés. Le remède qu'il propose se conclut par une inversion morale : « Le Rwanda a besoin de paix et demande au Front patriotique rwandais et au gouvernement de s'asseoir ensemble... »

Voici l'obscurité ultime : légitimer un régime génocidaire comme interlocuteur moral égal. La négociation ici n'est pas un processus de paix ; c'est le blanchiment du meurtre de masse en normalité politique.

Nulle part dans la lettre il n'est fait mention des victimes tutsi. Aucun mot de deuil. Aucune prière. Aucune dénonciation. Les seules personnes méritant un soutien « spi-

rituel, physique, matériel » sont les « Rwandais » - une catégorie qui, dans ce contexte, inclut ceux qui manient la machette.

La cohérence est alarmante. La performance de Nairobi n'était pas une déviation. C'était l'articulation publique d'une théologie génocidaire déjà apprise, écrite, diffusée et défendue.

Et pourtant - de façon étonnante - ce passé n'a pas disqualifié l'évêque Ruhumuliza pour une réintégration en Angleterre. Le 31 mai 2020, 'The Guardian' publiait un article intitulé : « L'Église accueille de nouveau un évêque rwandais accusé de défendre le génocide. » Chris McGreal et Harriet Sherwood y rapportaient :

« Un an après son arrivée en Grande-Bretagne, Ruhumuliza a été nommé évêque assistant honoraire dans le diocèse de Worcester... L'Église d'Angleterre a déclaré avoir mené des vérifications approfondies et n'avoir trouvé aucune preuve de complicité dans le génocide perpétré contre les Tutsi. »

Quand la complicité perd son sens

La décision de Lambeth Palace de ne voir « rien de mal » dans la conduite de l'évêque Jonathan Ruhumuliza - spécifiquement sa lettre du 12 mai 1994 au révérend José Chippenda et la conférence de presse de Nairobi qui a suivi - reste l'un des jugements ecclésiastiques les plus insensibles moralement de l'ère post-génocide. Il ne s'agit pas seulement d'un échec de discernement ; c'est un affront

à la raison, une insulte à l'humanité, et une blessure rouverte pour les survivants du génocide contre les Tutsi qui apprennent, une fois encore, que leur souffrance peut être administrativement minimisée si le coupable porte une collierette.

On peut se demander ce que ces « vérifications » étaient censées détecter. De la fumée sans feu ? Du négationnisme sans mots ? De la complicité sans paroles ? Si un évêque loue par écrit un gouvernement génocidaire, puis répète le même récit devant des journalistes tout en refusant de condamner le meurtre de masse, quelles preuves supplémentaires une Église pourrait-elle exiger ? Une confession signée ? Une machette bénie lors d'une vêpres ?

Rappelons la séquence, car la séquence importe. D'abord vint la lettre à la Conférence des Églises d'Afrique depuis Kigali, dactylographiée, signée et faxée alors que le génocide contre les Tutsi était en cours. Elle louait un gouvernement exterminant activement un peuple, présentait le massacre comme un « désordre », imputait tout au FPR et dépeignait les génocidaires comme des agents de paix. En juin 1994 eut lieu la conférence de presse de Nairobi, où le même récit fut reconditionné pour les médias mondiaux.

Différent support, même message

Tout cela, en moins d'un mois. Même génocide. Même récit. Même effacement des victimes. Même blanchiment des auteurs. Même

refus de nommer le génocide alors commis contre les Tutsi. Même attribution de la faute au FPR. Même présentation du gouvernement génocidaire comme une force de paix. Il ne s'agissait pas de confusion suivie de correction ; il s'agissait de cohérence suivie d'amplification.

Le moment de cet effondrement moral n'est pas anodin ; il est accablant. En termes d'études médiatiques, le timing n'est jamais neutre : c'est un dispositif de cadrage, une variable instrumentalisée pour influencer la perception avant que les faits ne s'imposent. L'évêque Ruhumuliza et son collaborateur clérical ne sont pas arrivés à Nairobi par hasard.

Ils y sont arrivés précisément alors que le gouvernement des génocidaires fuyait Gitarama pour Gisenyi, chassé par l'avancée de l'Armée patriotique rwandaise. Rappelons que Gitarama avait servi de siège à ce régime criminel depuis le 12 avril 1994 - un gouvernement coordonnant l'extermination tout en se cachant derrière le langage de la légalité et de l'ordre. Lorsque ce siège tomba, lorsque le mensonge de « l'autorité d'État » s'effondra sous la réalité militaire, les évêques firent surface à Nairobi, non pour se repentir, non pour confesser leurs erreurs, mais pour reconditionner la défaite en vertu et la fuite en statut de victime.

Ce n'était pas une coïncidence ; c'était une opération de manipulation appliquée. Ce que les spécialistes de la communication de crise décrivent comme un « sauvetage de réputation » a ici été baptisé d'un langage clérical. Alors que le projet génocidaire perdait du terrain sur le terrain, il gagnait des défenseurs

en robes cléricales à l'étranger.

La conférence de presse de Nairobi fonctionnait comme une route d'évacuation théologique, transportant par voie aérienne un récit effondré vers les médias internationaux avant que la vérité ne puisse le rattraper. C'est un exemple classique de mise à l'agenda : saisir le micro tôt, saturer le discours et définir la crise avant que journalistes, diplomates ou juristes ne le fassent. Le message était clair : les génocidaires ne se retireraient pas parce qu'ils étaient des criminels battus ; ils étaient des chercheurs de paix submergés.

L'Armée patriotique rwandaise ne stoppait pas le génocide contre les Tutsi ; elle déstabilisait l'harmonie. C'était une guerre narrative synchronisée avec la défaite militaire, et les évêques jouèrent leur rôle avec une discipline glaçante. Décrire une telle coordination comme de la naïveté serait une insulte à l'intelligence. C'était un effort calculé pour sauver la réputation morale d'un gouvernement génocidaire au moment même où il perdait son emprise sur le pouvoir.

Les théoriciens des médias appellent cela une « inversion de cadre » : les auteurs deviennent victimes, la résistance au mal est requalifiée d'agression, le meurtre de masse est blanchie en « pacification ». Cette logique reflète le vocabulaire des génocidaires eux-mêmes pendant les semaines les plus sanglantes d'avril à juin 1994, lorsque l'intensification de l'extermination était euphémiquement qualifiée de « défense civile » et de « rétablissement de l'ordre ».

La louange que l'évêque Ruhumuliza adresse à ce gouvernement comme artisans de paix s'inscrit parfaitement dans ce lexique.

Ses mots étaient une tentative d'effacer la réalité. Et lorsque des évêques participent à un tel effacement, ils ne se contentent pas de tromper : ils bénissent des mensonges criminels, accordant une couverture morale à des crimes que le droit international qualifie justement de génocide.

Le choix de Nairobi, l'usage de la presse et l'appel aux fidèles anglicans internationaux n'étaient pas des plateformes accidentnelles mais stratégiques. Il s'agissait d'un blanchiment du message à travers des institutions respectées. Le pari implicite était cynique mais clair : que les publics occidentaux, fatigués par la complexité et respectueux de l'autorité cléricale, accepteraient la soutane d'un évêque comme substitut à la preuve.

Que Lambeth Palace ait ensuite choisi de ne voir « rien de mal » dans cette performance n'est pas de la prudence institutionnelle ; c'est un aveuglement institutionnel du type le plus dangereux. Cela signifie que les mots - tant qu'ils sont prononcés avec l'assurance épiscopale - échappent à tout examen moral, même lorsqu'ils réhabilitent le pouvoir génocidaire.

Au final, cet épisode révèle un scandale plus profond que l'idéologie d'un seul évêque. Il montre comment l'autorité ecclésiale, l'accès aux médias et le vocabulaire moral peuvent être fusionnés en un instrument de propagande, capable de manipuler le monde alors que les survivants du génocide contre les Tutsi comptent encore leurs morts. Ignorer le pouvoir des mots ne les neutralise pas. Des mots laissés sans contestation durcissent en récits ; les récits justifient des actions ; les actions deviennent des

épées. Et lorsque l'Église bénit les mots les plus toxiques, elle risque de se retrouver le sang sur les mains - tout en affirmant, avec une tragique sérénité, qu'elle ne voit rien du tout.

La réponse de Lambeth Palace fut de déclarer - après coup, depuis la sécurité de la distance - qu'il n'y avait rien de pécheur, rien de mal, rien de moralement disqualifiant dans cette conduite. Il faut ici s'arrêter, non par politesse, mais par raison. Si louer un gouvernement génocidaire alors qu'un génocide est en cours ne constitue pas un échec moral, alors l'Église a effectivement annoncé que la justification du génocide contre les Tutsi est compatible avec le ministère épiscopal. Cette seule déclaration aurait dû provoquer l'indignation dans tout le monde chrétien.

L'insulte est la plus profonde pour les survivants. Pour ceux qui ont perdu leur famille, qui ont vu les églises transformées en champs de massacre, le jugement de Lambeth se lit ainsi : les narrateurs de vos tueurs méritent compréhension ; votre souffrance mérite une indifférence procédurale. Et pour ceux qui ont vaincu le gouvernement des génocidaires - les mêmes personnes que Jonathan Ruhumuliza accusait - cette décision est un dernier coup de poignard. La force qui a arrêté un génocide est condamnée ; le gouvernement qui l'a organisé est loué comme « amoureux de la paix ». Ce n'est pas une ambiguïté morale. C'est une inversion morale.

Pire encore, le langage de Ruhumuliza s'inscrit parfaitement dans la logique des génocidaires eux-mêmes. Entre fin avril et juin 1994, le régime qualifiait l'intensification du meurtre de masse de « pacification » effec-

tuée par la « défense civile ». Tuer devenait un ordre. L'extermination devenait stabilité. Le vocabulaire de Ruhumuliza reflète cette logique presque mot pour mot. Que Lambeth Palace ait échoué - ou refusé - de reconnaître cette continuité n'est pas de l'ignorance ; c'est un aveuglement volontaire.

Si Lambeth Palace souhaite sauver ne serait-ce qu'un fragment de crédibilité, il n'existe qu'une seule atténuation concevable : apporter la preuve hors de tout doute raisonnable que l'évêque Ruhumuliza était mentalement incapable à l'époque - incapable de distinguer le bien du mal lorsqu'il rédigea la lettre et s'adressa à la presse. Tout autre argument s'effondre sous son propre poids. Car l'alternative est dévastatrice : un évêque sain d'esprit et autorisé a consciemment choisi de défendre le génocide contre les Tutsi, tandis que l'Église a ensuite choisi de l'excuser.

Il faut également poser la question évidente, bien qu'inconfortable : qu'est-ce qui a poussé ces deux clercs à manipuler le monde par le biais des médias ? Qui pensaient-ils exactement trouver en Grande-Bretagne pour un évêque capable d'expliquer le génocide depuis la chaire ? Les Anglicans souffraient-ils d'une pénurie de défenseurs du génocide ? Y avait-il une urgence pastorale nécessitant l'importation immédiate d'un homme capable de rassurer les consciences en affirmant que le meurtre de masse n'était que « pacification » ?

La réalité est grotesque. Lambeth Palace n'a pas simplement mal jugé un évêque ; il a déclaré que des mots utilisés pour « nettoyer moralement » un génocide sont moralement tolérables s'ils sont prononcés calme-

ment, bureaucratiquement et avec l'assurance épiscopale. Cette décision est une insulte non seulement aux survivants, mais à l'idée même de raison morale. Une Église incapable de reconnaître le mal lorsqu'il est loué par écrit et diffusé dans le monde a abandonné sa prétention à être un témoin moral.

Contre ses propres principes

Ce qui rend la décision de Lambeth Palace particulièrement grave, c'est qu'elle contredit ouvertement la compréhension anglicane de la vérité et du témoignage. L'anglicanisme a depuis longtemps rejeté l'idée selon laquelle l'autorité légitime le mensonge. De l'insistance de Richard Hooker sur le fait que la raison, l'Écriture et le discernement moral doivent opérer ensemble (*Of the Laws of Ecclesiastical Polity*, Livre V), aux affirmations répétées des conférences de Lambeth selon lesquelles le témoignage public de l'Église doit être ancré dans la vérité plutôt que dans l'opportunisme (Conférence de Lambeth 1948, Résolution 25 ; 1978, Résolution 21).

Le Quadrilatère de Lambeth [la conférence quadrilatérale de Lambeth] de 1888 fonde la légitimité ecclésiale sur la fidélité à l'Évangile, non sur l'auto-préservation institutionnelle. De même, les Cinq Marques de Mission - officiellement adoptées par la Communauté anglicane - engagent l'Église « à proclamer la Bonne Nouvelle du Royaume » et « dénoncer toutes formes de violence et à œuvrer pour la

paix et la réconciliation ».

Louer un gouvernement génocidaire comme artisan de paix, ou considérer qu'un tel éloge est moralement neutre ou une erreur marginale, constitue un reniement de ces engagements. Cela vide le « témoignage » de son contenu et transforme l'autorité épiscopale en bouclier [en couverture] pour des tromperies. La théologie anglicane considère la vérité non pas comme un concept abstrait, mais comme un témoignage fidèle (*martyria*), même lorsque ce témoignage est coûteux - un thème souligné à plusieurs reprises dans la théologie morale anglicane (voir Paul Avis, *The Anglican Understanding of the Church*, 2000). En refusant de nommer le mal comme mal, Lambeth Palace a trahi sa vocation au lieu de maintenir l'unité.

Elle a choisi le silence institutionnel plutôt que la clarté prophétique, la diplomatie plutôt que le discernement, et ce faisant s'est alignée non pas sur le Christ johannique qui se déclare « la vérité » (Jean 14:6), mais sur le silence que condamne Isaïe à propos des sentinelles qui voient sans avertir (Isaïe 56:10). Comme l'avertissait saint Augustin dans *De Mendacio* (395 après J.-C.) et *La Cité de Dieu* (Livre XIX), un mensonge prononcé - ou accepté - au nom d'une paix factice ne préserve pas l'ordre mais corrode la justice à sa racine.

Un tel aveuglement n'est pas innocence ; c'est complicité. Et lorsque l'Église abandonne la vérité pour éviter l'inconfort, elle ne se contente pas de trahir les survivants du génocide contre les Tutsi : elle renonce entièrement à toute prétention à l'autorité morale.

Collaborateurs fidèles

Si encourager les génocidaires, légitimer leur gouvernement, effacer les victimes, accuser ceux qui ont stoppé les massacres et refuser de condamner le meurtre de masse ne constitue pas de la complicité, alors le mot a perdu tout sens.

Cette indifférence institutionnelle donne raison à l'expression de Mark Huband - 'Church of Holy Slaughter'. Elle soulève des questions auxquelles l'Église d'Angleterre à Lambeth Palace n'a jamais répondu : qui a financé le voyage à Nairobi en plein génocide ? Qui a approuvé la conférence de presse ? Qui a décidé que le silence, la déformation et la fausse équivalence étaient un comportement épiscopal acceptable ?

Imaginez, même hypothétiquement, un évêque tenant une conférence de presse en 1943 pour expliquer que le Troisième Reich d'Hitler « essayait d'apporter la paix », que les résistants étaient le vrai problème, et que la condamnation serait « déséquilibrée ». L'indignation aurait été sismique. Les carrières auraient pris fin. Les institutions auraient tremblé.

Que cette indignation n'ait jamais émergé dans le cas présent révèle une vérité terrible : les victimes africaines disposent d'une monnaie morale moins chère [représentent une valeur]morale moindre]. Le génocide contre les Tutsi pouvait être relativisé, expliqué, anesthésié spirituellement - et cela sans aucune conséquence.

Un évêque n'est pas un observateur neutre. Il est un témoin moral. Lorsqu'il bénit un crime de haine, il profane son organisation.

Lorsqu'il défend un gouvernement génocidaire, il ne se contente pas de trahir son troupeau : il se place contre l'Évangile qu'il prétend prêcher.

Un évêque dans la tradition catholique, anglicane ou luthérienne n'est pas un accessoire décoratif chrétien. Il n'est pas une chemise violette ornée d'une grande croix en argent, un mannequin liturgique coiffé d'une mitre et portant une crosse pour l'effet cérémoniel. Un évêque est l'autorité incarnée : évaluée, consacrée, investie de la doctrine, de la discipline et du jugement moral. Dans le langage ancien, il est un prince de l'Église. Lorsqu'une telle figure parle, elle n'exprime pas seulement une opinion ; elle enseigne, signale et légitime.

C'est pourquoi l'affirmation - explicite ou implicite - selon laquelle un évêque ayant défendu un gouvernement génocidaire était simplement confus, naïf ou mentalement déséquilibré n'est pas altruistique ; elle est malhonnête. L'évêque Jonathan Ruhumuliza ne

s'est pas échappé d'un hôpital psychiatrique pour trouver accidentellement une machine à écrire. Il a écrit délibérément. Il s'est répété de manière cohérente. Il a consciemment défendu un régime génocidaire. Ce qui l'animait n'était ni la stupidité ni la folie, mais une possession idéologique.

Ce qu'Augustin Nshamihigo et Jonathan Ruhumuliza ont fait n'était pas un simple déni du génocide contre les Tutsi. C'était une collaboration morale active avec les auteurs. Et les Églises qui les ont excusés ne se sont pas simplement trompées. Elles sont devenues complices du mensonge.

L'histoire a déjà rendu son verdict. La seule question qui reste est de savoir si l'Église d'Angleterre aura un jour le courage de l'accepter.

La décision de Lambeth Palace de ne voir « rien de mal » dans la conduite de l'évêque Jonathan Ruhumuliza reste l'un des jugements ecclésiastiques les plus moralement insensibles de l'ère post-génocide.